

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

ARMP

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N002/AONR/MINEFOP/CIPM/2021 DU 26 FEV 2021

**POUR LE RECRUTEMENT DES BUREAUX D'ETUDES TECHNIQUES EN VUE
DU CONTROLE ET DU SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES
CENTRES DE FORMATION AUX METIERS (CFM) DE BERTOUA ET
NGAOUNDERE (DEUX LOTS)**

Financement : Convention CCM 1443 01 K

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la densification de Centres de Formation aux Métiers (CFM) du Programme TRANSFAGRI, le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle lance un Appel d'Offres National Restreint aux Candidats ci-dessous en vue du recrutement des Bureaux d'Etudes Techniques pour le contrôle et le suivi des travaux de construction des Centres de Formation aux Métiers (CFM) à Bertoua et Ngaoundéré, reparti en deux lots ainsi qu'il suit :

Lot 1 : Les travaux d'aménagement et de construction du CFM de Bertoua ;

Lot 2 : Les travaux d'aménagement et de construction du CFM de Ngaoundéré.

Le présent appel d'offres fait suite à la sollicitation à manifestation d'intérêt N°004/AAMI/MINEFOP/SG/DAG/2020 du 08 mai 2020.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment :

a) *Le contrôle permanent du chantier*

Le BET qui aura le titre de Maître d'œuvre du projet assurera le contrôle en permanence sur les chantiers pendant la durée effective des travaux par un personnel ayant les qualifications techniques nécessaires. Sa méthodologie de travail sera agréée par le Maître d'Ouvrage.

Le BET devra développer la méthode qu'il pense pouvoir appliquer pour le contrôle des travaux, y compris la cohérence des interventions des autres corps de métiers et les modalités des différents essais nécessaires et leurs fréquences.

Le BET travaillera conjointement avec l'architecte du projet.

b) Le Contrôle général

Avant le démarrage des travaux, le BET sera chargé :

- du contrôle de la disponibilité sur le terrain, du matériel et des équipements prévus par les entreprises ;
- de la vérification des dossiers d'exécution établis par les entreprises avant le démarrage des travaux ;
- du contrôle de l'installation sur le chantier des entreprises;

Pendant l'exécution des travaux, le BET sera chargé de :

- la supervision et le contrôle de l'implantation des bâtiments, des ouvrages, de la voirie et des réseaux divers.
- l'organisation des réunions hebdomadaires de chantier avec les différents responsables des services déconcentrés du Maître d'Ouvrage, des Administrations partenaires et des Entreprises ;
- l'organisation des réunions mensuelles de chantiers avec les responsables des services centraux du Maître d'Ouvrage, des Administrations partenaires et des Entreprises ;
- contrôle de la conformité de l'exécution des travaux aux prescriptions des pièces et clauses contractuelles du marché passé avec les entreprises en matière de qualité, de délais et de coût ;
- la réalisation des essais sur les matériaux, y compris de manière inopinée (*bétons, agrégats, sols, etc.*) qui devront apparaître dans les rapports mensuels ;
- l'établissement des rapports journaliers de chantier ;
- l'établissement des attachements et des métrés contradictoirement avec les entreprises ;
- la vérification et du visa des décomptes financiers mensuels pour les travaux ;
- la rédaction et la diffusion des comptes rendus des réunions mensuelles de chantiers ;
- l'établissement et la diffusion mensuelle d'un rapport sur l'état d'avancement des travaux et sur les dépenses engagées, les résultats techniques de mise en œuvre des différents matériaux et agrégats ;
- l'organisation des réceptions provisoires et ou définitives des bâtiments et ouvrages ;
- l'établissement, avec le dernier décompte, des plans de recollement.

Aussi, le BET aura la charge de :

- instruire les mémoires de réclamations éventuelles des Entreprises exécutant les marchés en vue de prononcer la validité de celles-ci ;

- aider le Maître d'Ouvrage ou son représentant à régler les différends qui peuvent survenir entre le Maître d'Ouvrage et l'Entreprise, sauf cas d'arbitrage ou de procès ;
- établir les correspondances avec (le ou les) Entrepreneurs dans le cadre de ses attributions, ou d'informer par courrier des anomalies survenant au cours des travaux. Les ordres de services seront signés par le Maître d'Ouvrage ou son représentant ;
- le BET ne pourra en aucun cas, sans consentement préalable du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, ainsi que du bailleur de fonds, engager des transformations qui entraîneraient des frais supplémentaires ;
- le BET ne pourra pas effectuer de paiement au nom du Maître d'Ouvrage à l'intention des entreprises ou des fournisseurs. Cependant, il transmettra au Maître d'Ouvrage ou à son Représentant les situations de travaux mensuelles qui devront être établies d'après les attachements contradictoires, métrés divers concernant l'ouvrage ou la partie de l'ouvrage portée sur l'attachement et tout autre calcul nécessaire à sa justification.

Au moment de l'exécution des travaux de béton armé, des réceptions partielles seront établies ainsi que lors de la réception des coffrages, des ferrailages, des implantations, etc.

Les résultats des essais en laboratoire feront l'objet de procès-verbaux signés conjointement par le BET et le ou les représentants des Entreprises.

Le BET sera chargé d'aviser le Maître d'Ouvrage de la fin des travaux et de la réception possible d'un ouvrage.

Rapport :

Le rapport mensuel comprendra :

- le résumé des principales caractéristiques techniques et financières des travaux entrepris et en cours, les principales dates d'installation et de démarrage des travaux, les difficultés rencontrées,
- la description des travaux effectués durant le mois, les résultats des contrôles, les dépenses engagées partielles ou totales avec une comparaison avec les estimations initiales et le reliquat,
- un résumé des actions de contrôle exécutées,
- les différentes contraintes rencontrées et les solutions retenues.

Des images seront également introduites dans le rapport et qui permettront de voir l'évolution des travaux.

Après l'exécution des travaux

A la fin des travaux, le BET organisera les différentes réceptions indiquées.

Après la réception provisoire des travaux, un rapport de fin de travaux sera fourni en 05 exemplaires pour chaque lot. Ce rapport comprendra les plans de recollement, la description sommaire du déroulement des travaux, le coût de chaque ouvrage, y compris les quantités finales mises en place, une récapitulation de toutes les données pouvant servir ultérieurement à l'exécution de projets semblables. Une comparaison entre les coûts prévus et le coût total de chaque ouvrage ainsi qu'une comparaison des quantités mises en place avec les prévisions.

Une banque d'images sera réalisée sur un support numérique.

3. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de **quinze (15) mois**.

4. Allotissement

Les prestations sont subdivisées en deux (02) lots ci-après définis :

Lot 1 : Contrôle et suivi des travaux de construction du CFM de Bertoua ;

Lot 2 : Contrôle et suivi des travaux de construction du CFM de Ngaoundéré.

5. Coût prévisionnel des travaux de construction et des prestations

Le coût moyen prévisionnel des travaux de construction est de 949 millions de FCFA toutes taxes comprises pour le lot 1 et de 902 millions toutes taxes comprises pour le lot 2. Le coût moyen prévisionnel des prestations de suivi et contrôle de chaque lot est de **quarante millions (40 000 000) de francs CFA** toutes taxes comprises.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est à *restreinte aux Candidats ci-après* :

N°	Candidats	Adresse
1.	NEK CAMEROUN	BP 16 579 Yaoundé, Tél. 699 787 973, nekcamerou@yahoo.fr
2.	CERBAT	BP 3914 Douala, Tél.233 438 971, cadeksarl@gmail.com
3.	KAROCH	BP 2964 Yaoundé, Tél. 676 620 276, karochsarl@yahoo.fr
4.	TROFEN & ENGINEERING Sarl	BP 30 320 Yaoundé, Tél. 675 156 495, tropfenengineering@outlook.com
5.	INTEGC Sarl	BP 11 088 Yaoundé, Tél. 699 928 895, infointegc.cm
6.	CER ENGINEERING	BP 31 580 Yaoundé, Tél. 677 537 729
7.	CADEK	BP 3914 Douala, Tél.233 438 971, cadeksarl@gmail.com

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par les ressources C2D suivant la convention n° CCM 1443 01 K du 28 juin 2018, signée entre la République du Cameroun et l'Agence Française de Développement (AFD).

8. Cautionnement provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de **huit cent mille (800 000) F CFA pour chaque lot**, établie par un établissement financier agréé par le Ministre chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 10 du DAO, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois à la date de dépôt des offres.

L'absence de la caution de soumission, entraînera le rejet de l'offre.

NB : Les chèques, même certifiés, ne sont pas acceptés en lieu et place des cautions de soumission.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales (**Bureau des Appels d'Offres**) du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Tel : 222 20 45 81, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales (**Bureau des Appels d'Offres**) du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Tel : 222 20 45 81, dès publication du présent avis, sur présentation de la quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **60 000 (soixante mille) francs CFA** représentant les frais d'achat du dossier.

11. Recevabilité des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original, six (06) copies marqués comme tels et un CD ou Clé USB contenant les offres, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devront être déposées à la Direction des Affaires Générales (**Bureau des Appels d'Offres**) du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Tel : 222 20 45 81, le 06 AVR 2021 à **11 heures précises**. Les plis fermés contenant les offres ne devront porter que la mention :

Avis d'Appel d'Offres National Restreint N° 002 /AONR/MINEFOP/CIPM/2021
DU EV 2021 pour le recrutement d'un Bureau d'Etudes pour le contrôle et le suivi
des travaux de construction des Centres de Formation aux Métiers (CFM) de Bertoua
et Ngaoundéré (Lot n° _____). « A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

12. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux (02) temps.

- Les **offres administratives et techniques** seront ouvertes par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINEFOP, le 16 AVR 2021 à **12h 00**, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.
- **les offres financières** seront ouvertes dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires ayant été qualifiés à l'issue de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires ayant obtenu la note **de 80 points sur 100** à l'issue de l'évaluation technique, peuvent assister cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

13. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires :

- absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- absence ou non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du moratoire réglementaire de 48 heures ;
- fausses déclarations, substitution ou pièces falsifiées ;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- note technique inférieure à 80 points sur 100.

Critères essentiels

Références du BET en matière de contrôle et de suivi des travaux de construction des bâtiments	30 points
Conformité du plan de travail et de la Méthodologie proposés aux Termes de Référence	15 points
Qualifications et compétences du personnel	45 points
Matériel et logistique	08 points
Capacité financière	02 points
TOTAL	100 POINTS

Seules les offres techniques qui auront obtenu au moins 80 points sur 100 à l'issue de cette évaluation seront retenues pour la suite de la procédure.

15. Méthode de sélection du consultant

La Lettre-Commande sera attribuée au soumissionnaire administrativement et techniquement qualifié qui aura produit l'offre la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers, conformément aux procédures ci-après :

- Le score technique (St) minimum requis est de 80 points sur 100.
- La note financière de la proposition financière la moins disante sera égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires seront calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante et seront

obtenues par la formule : $N_f = (100 \times F_m)/F$ où F_m = le montant de la proposition la moins disante et F = le montant de la proposition considérée.

- La meilleure offre est celle qui aura la note globale la plus élevée, déterminée suivant la formule : $N = (80 \times N_t + 20 \times N_f)/100$ où N_t représente la note technique obtenue.

16. Attribution

La Lettre-Commande sera attribuée au soumissionnaire administrativement et techniquement qualifié qui aura produit l'offre la mieux disante. *Un candidat ne peut être attributaire des deux lots.*

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date limite de remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Coordonnateur de la Composante 3 du Programme Transfagri du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sis au 2^{ème} étage de l'Immeuble MAMCH au Rond-point Nlongkak, Tel : 222 21 85 72.

Copie :

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM
- Chrono
- Affichage



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND VOCATIONAL TRAINING

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

NATIONAL LIMITED INVITATION TO TENDER

NO.02/AONR/MINEFOP/CIPM/2021 OF 26 FEB 2021

FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTING FIRM FOR THE CONTROL AND MONITORING OF CONSTRUCTION WORKS OF TRADES TRAINING CENTRES (TTC) IN BERTOUA AND NGAOUNDÉRE (TWO LOTS)

Financing: Agreement CCM 1443 01 K

1. Purpose

Within the Framework of the Trades Training Centres (TTC) Project, the Minister of Employment and Vocational Training hereby launches a National Invitation to Tender Limited to the candidates below for the recruitment of Consulting Firms for the control and monitoring of construction works of Trades Training Centres (TTC) in Bertoua and Ngaoundéré are subdivided into four distinct lots below:

Lot 1: Control and monitoring of construction works of the Bertoua TTC;

Lot 2: Control and monitoring of construction works of the Ngaoundéré TTC.

This invitation to tender is a follow-up to the request for manifestation of interest No.004/AAMI/MINEFOP/SG/DAG/2020 of 08th may 2020.

2. Scope of services

The services shall include, in particular:

c) *Permanent control of worksites*

The Consulting Firm which shall be known as Project Manager shall ensure that staff with the necessary technical skills should control the worksites permanently during the actual period of work. Its working methodology shall be approved by the Project Owner.

The Consulting Firm shall develop the applicable work control method, including the consistency of actions by other guild chambers and the conditions of the different necessary tests and their frequencies.

The Consulting Firm shall work together with the project architect.

d) *General control*

Before starting work, the Consulting Firm shall:

- control the availability of materials and equipment on the worksite provided by the companies;
- check execution files prepared by the companies before starting work;
- control the companies' installation on the worksite;

During work performance, the Consulting Firm shall:

- supervise and control the location of buildings, structures, roads and various networks;
- organize weekly site meetings with various officials of the Project Owner's deconcentrated services, partner Administrations and Companies;
- organize monthly site meetings with officials of the Project Owner's central services, partner Administrations and Companies;
- control compliance of work performance with the requirements of the contractual terms and documents of the contract signed with the companies in terms of quality, deadlines and cost;
- carry out unexpected tests on materials (*concrete, aggregates, soils, etc.*) which should appear in monthly reports;
- establish daily site reports;
- establish daily statements and bills of quantities with the companies involved;
- control and visa monthly financial statements for work;
- draft and disseminate minutes of monthly site meetings;
- establish and disseminate on a monthly basis a report on the progress of work and on expenditures, technical results of implementation of various materials and aggregates;
- organize provisional and/or final receptions of buildings and structures;
- establish built drawings using the last statement.

Also, the Consulting Firm shall:

- be acquainted with the records of potential claims of Companies performing the contracts to decide the validity thereof ;
- assist the Project Owner or his representative to resolve disputes that may arise between the Project Owner and the Company, except in cases of arbitration or trial;
- establish connections with les with the Contractor(s) as part of his duties, inform by mail abnormalities occurring during work. Service orders shall be signed by the Project Owner or his representative;
- the Consulting Firm shall under no circumstance, without the prior consent of the Project Owner or his representative, and the financial donor, initiate changes that would result in additional costs;
- the Consulting Firm shall not make any payment to companies or suppliers on behalf of the Project Owner. However, it shall forward to the Project Owner or

his Representative monthly work situations that should be established from conflicting statements, various bills of quantities for the works or part of the works recorded on the statement and any other tout calculation necessary for its justification.

At the time of performance of reinforced concrete work, partial receptions shall be made alongside the reception of formworks, reinforcements, locations, etc.

Laboratory test results shall be subjected to reports jointly signed by the Consulting Firm and/or the representatives of companies.

The Consulting Firm shall be responsible for notifying the Project Owner of the completion and possible reception of work.

Report:

The monthly report shall include:

- the summary of the main technical and financial characteristics of the work undertaken and in progress, the main work installation and commencement dates, the difficulties encountered,
- the description of work performed during the month, the results of controls, partial or total expenditures compared with the initial estimates and the remainder,
- a summary of control activities performed,
- the various constraints encountered and the solutions.

Some images shall also be inserted in the report to give a view of the progress of work.

After work performance

Upon completion of work, the Consulting Firm shall organize the various receptions indicated.

After provisional reception of the work, a work completion report shall be provided in 5 copies for each lot. This report shall include the built drawings, a brief description of the progress of work, the cost of each structure, including the final amounts established, a summary of all data that may lead to the execution of similar projects. A comparison between the estimated costs and the total cost of each structure as well as a comparison of the amounts established with forecasts.

An image bank shall be produced on a digital medium.

3. Time frame

The maximum time frame fixed by the Project Owner or the Project Owner's

Representative for the performance of the services that constitute the subject of this invitation to tender shall be **15 (fifteen) months**.

4. Allotment

The services shall be subdivided into two (02) lots as defined below:

Lot 1: Control and monitoring of construction works of the Bertoua TTC;

Lot 2: Control and monitoring of construction works of the Ngaoundéré TTC.

5. Estimated cost of construction and prestations

The estimated average cost of construction is CFA 949.000.000 all taxes included for lot 1 and is CFA 902.000.000 all taxes included for lot 2. For each lot, the estimated average cost of prestations of monitoring and control shall be **CFA 40 000 000 (forty million) francs** including all taxes.

6. Participation and origin

Participation in this tender shall be restricted to the candidates below:

N°	Candidats	Adresse
1.	NEK CAMEROUN	BP 16 579 Yaoundé, Tél. 699 787 973, nekcamerou@yahoo.fr
2.	CERBAT	BP 3914 Douala, Tél.233 438 971, cadeksarl@gmail.com
3.	KAROCH	BP 2964 Yaoundé, Tél. 676 620 276, karochsarl@yahoo.fr
4.	TROFEN ENGINEERING Sarl	BP 30 320 Yaoundé, Tél. 675 156 495, tropfenengineering@outlook.com
5.	INTEGC Sarl	BP 11 088 Yaoundé, Tél. 699 928 895, infointegc.cm
6.	CER ENGINEERING	BP 31 580 Yaoundé, Tél. 677 537 729
7.	CADEK	BP 3914 Douala, Tél.233 438 971, cadeksarl@gmail.com

7. Financing

The services that constitute the subject of this tender shall be financed by C2D funds according to agreement no.CCM 1443 01 K of 28 June 2018, signed between Cameroon and France.

8. Provisional guarantee

For the tender not to be rejected, each bidder shall include in his administrative file, a bid bond amounting to **CFA F 800 000 (eighth hundred thousand) for each lot** valid for 30 (thirty) days beyond the initial date for validity of tenders, issued by a first class bank accredited by the Ministry of Finance, and featuring on the list in document 12 of the Tender File.

The other administrative documents should be produced in originals or certified copies by the issuing service or administrative authority, in accordance with the stipulations of the Specific Regulations Governing Tenders.

They must be less than 3 (three) months old or have been established after the

date of signature of the notice of invitation tender.

The absence of the bid bond shall lead to the rejection of the tender.

NB: Cheques, even certified, shall not be accepted in place of bid bonds.

9. Consultation of Tender File

The tender file may be consulted during opening hours at the Department of General Affairs (**Sub-department of Budget**) of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tel: 222 20 45 81, as soon as this notice is published.

10. Acquisition of Tender File

The file may be obtained from the Department of General Affairs (**Sub-department of Budget**) of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tel : 222 20 45 81, as soon as this notice is published, upon presentation of the receipt for payment of a non refundable sum of **CFA 60 000 (sixty thousand) francs** representing the purchasing cost of the file.

12. Submission of tenders

The tenders drafted in English or French in 7 (seven) copies including the original and 6 (six) copies labeled as such, in accordance with the stipulations of the tender file, must be submitted to the Department of General Affairs (**Sub-department of Budget**) of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tel: 222 20 45 81, **on 06 AVR 2021 at 11 p.m. prompt.** The sealed envelopes containing the tenders shall be labeled as follows:

National Limited Notice of Invitation to Tender
No. 002 /AONR/MINEFOP/CIPM/2021 OF FEV 2021 for the recruitment of a
Consulting Firm for the control and monitoring of the construction of Trades Training
Centres (TTC in Bertoua and Ngaoundéré (Lot N)_____). "To be opened only during
the tender opening session".

12. Opening of tenders

The opening of tenders shall be done in 2 (two) stages.

- The **administrative documents and technical bids** shall be opened by the MINEFOP's Ministerial Tenders Board, on **06 AVR 2021 at 12 p.m.**, local time, in the presence of the bidders or their duly authorized representatives who have a perfect knowledge of the file.
- **The financial bids** shall be opened under the same conditions, at a later date which shall be communicated to the bidders who have qualified at the end of the technical evaluation.

Only bidders who shall obtain a score of **80 points over 100** at the end of the technical evaluation may take part in the opening session or be represented by a duly authorized person of their choice.

13. Execution time frame

The maximum time frame fixed by the Project Owner for the performance of the services shall be **15 (fifteen) months**.

14. Evaluation criteria

Eliminatory criteria:

- absence of the bid bond;
- absence or non-conformity of an administrative document after the expiry of the 48-hour statutory moratorium;
- false declarations, replacement of or forged documents;
- Presence of financial information in the technical bid;
- Technical score less than 80 points over 100 ;

Essential criteria

Credentials of the Consulting Firm in the control and monitoring of the construction of buildings	30 points
Conformity of the proposed working plan and methodology with the Terms of Reference	15 points
Staff qualifications and skills	45 points
Equipment and logistics	8 points
Financial capacity	2 points
TOTAL	100 POINTS

Only the technical bids with at least 80 points over 100 after this evaluation phase shall be retained for the next procedure.

15. Consultant selection method

The contract shall be awarded to the administratively and technically qualified bidder who shall present the best bid by combining the technical and financial criteria, according to the procedures stated below.

The required minimum technical score (Ts) shall be 80 points over 100.

The financial score of the lowest financial bid proposal shall be equal to 100 points. The scores of the other bidders calculated from the lowest financial bid proposal shall be obtained by the following formula:

$F_s = (100 \times A_p) / A$ whereby A_p = the amount of the lowest bid proposal and A = the amount of the bid proposal considered.

The best tender shall be the one with the highest overall score, determined according to the following formula: $S = \frac{80 \times \text{Technical score (Ts)} + 20 \times \text{Financial score (Fs)}}{100}$

16. Contract award

The contract shall be awarded to the administratively and technically qualified bidder who shall present the best bid. *Not more than one lot may be awarded to a candidate.*

17. Validity of tenders

The bidders shall be bound by their tenders for a period of **90 (ninety) days**, from the deadline fixed for the submission of the latter.

18. Further information

Further information may be obtained during working hours from the Coordinator of Component 3 of the Programme Transfagri of the Ministry of Employment and Vocational Training, on the 2nd floor of the MAMCH building at the Nlongkak Roundabout, Tel : 222 21 85 72.

Copy:

- MINMAP
- ARMP
- Ministerial Tenders Board Chairpersons
- Display on notice boards

